

CHAPITRE 16

LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1941)

Le 1^{er} janvier 1941, nous avons fêté le Nouvel an à Saint-Briac. C'était la deuxième fois que nous célébrions une nouvelle année en temps de guerre, et la première sous l'occupation allemande. Nous n'étions pas optimistes au sujet de l'avenir. Des questions de ce genre ne cessaient de nous venir à l'esprit : que faut-il attendre de l'avenir ? Que vont tenter les Allemands ? Combien de temps la guerre va-t-elle durer ? Quelle sera son issue ? Nous n'étions guère en mesure de prévoir le cours dramatique des événements tels qu'ils se déroulèrent en réalité.

A minuit, les Allemands du voisinage tirèrent un coup de canon et lancèrent quelques fusées. Les habitants furent autorisés à fêter la Nouvelle année et à rester dehors jusqu'à trois heures du matin. Les Allemands restèrent entre eux et, selon les bruits qui coururent, ils s'amuserent très bruyamment. Ils avaient de bonnes raisons d'être joyeux en disant adieu à l'année qui s'achevait ; elle leur avait apporté de nombreuses victoires et avait préparé le terrain pour beaucoup d'autres. Ils ne s'attendaient pas, je suppose, à ce que l'Année nouvelle leur apportât une guerre contre l'URSS. Quant aux Français, leur célébration était sombre, ils cachaient leur haine des Allemands et leur désir de se lancer dans un mouvement insurrectionnel.

Bien que ce fût déjà le début de février, Wladimir Kirillovitch n'était pas pressé de revenir de Longueil. Pour lui, la vie là-bas était infiniment plus agréable qu'elle ne l'eût été à Saint-Briac où nous traversions une période particulièrement difficile, il gelait et nous étions à peine chauffés. Il était de plus en plus difficile de se procurer du bois auprès des fermiers et ce n'était pas facile de débiter ce que nous trouvions pour en faire du bois de chauffage.

Le 6 février, vers 4 heures de l'après-midi, j'étais en train de scier du bois lorsque j'entendis le portail claquer. A mon grand étonnement, je vis deux Allemands en uniforme noir de SS se diriger vers la maison. Je me préparai au pire. Je m'arrêtai de scier et allai à leur rencontre. Le plus âgé des deux me dit : « Etes-vous le secrétaire du grand-duc Wladimir Kirillovitch et vous appelez-vous Graf ? » Je répondis par l'affirmative. Alors il expliqua : « Nous avons reçu l'ordre de nous arrêter à Saint-Briac pour obtenir du bois et quinze sacs de charbon pour le grand-duc. » Je lui répondis que le grand-duc serait très heureux s'ils pouvaient lui procurer du charbon. Puis le plus jeune me demanda : « Que faisiez-vous quand nous sommes arrivés ? » - « Comme vous le voyez, répondis-je, ce sont là des troncs énormes. Il faut les débiter en bûches de la taille convenable si nous voulons avoir un peu de chaleur ce soir. » Pour me consoler le plus âgé remarqua : « Eh oui ! La guerre est dure pour tout le monde. »

Voyant qu'ils n'avaient pas l'intention de partir, je les invitai à entrer. Soit par habitude, soit conformément aux ordres reçus, ils examinèrent tout avec intérêt, en particulier les photographies, tout en me demandant d'où je venais, si j'avais vécu en Allemagne, pourquoi je parlais allemand, etc. Ils me posèrent tant de questions que je me demandais si c'était de la simple curiosité de leur part ou bien un véritable interrogatoire. Alors qu'ils prenaient enfin congé, le plus âgé me dit qu'il allait demander au commandant de donner l'ordre de fournir quinze sacs de charbon au grand-duc. Ils me promirent de revenir m'informer de leur succès.

Ainsi, cette visite ne s'était finalement pas avérée déplaisante. Je finis par comprendre que c'était le résultat de la promesse faite par Jerebkov de nous obtenir du charbon, mais deux mois s'étaient écoulés depuis notre rencontre avec lui, si bien que cette question m'était complètement sortie de l'esprit. Il nous prouvait ainsi qu'il avait de bons contacts avec la Gestapo ; il était même probable qu'il en faisait partie. Cette visite me laissa néanmoins une impression désagréable. Pourquoi une demande de quelques sacs de charbon devait-elle provoquer la visite de deux agents de la Gestapo ?

Trois quarts d'heure plus tard, les deux agents réapparurent pour m'annoncer que le commandant avait consenti en rechignant à envoyer douze sacs de charbon au grand-duc, au lieu de quinze. Ils me demandèrent de leur dire au bout de quelques jours si le charbon avait bien été livré ; dans le cas contraire, ils se montreraient plus fermes avec le commandant. La première pression exercée sur ce dernier se révéla suffisamment énergique, si bien qu'il ne fut pas nécessaire de reprendre le contact.

Le 10 février 1941, je reçus une lettre de Niedermiller. Il nous demandait, au grand-duc et à moi-même, d'aller à Paris rencontrer une personnalité importante dont dépendait les transferts ultérieurs d'argent d'Allemagne en France pour le compte du grand-duc. Certaines clarifications étaient nécessaires. Niedermiller voulait aussi discuter des modalités du second transfert d'argent et de la demande officielle à adresser aux autorités allemandes. J'écrivis immédiatement à Wladimir Kirillovitch pour lui expliquer la situation. Ces questions furent en effet réglées à Paris le 14 février et, le 18, nous sommes rentrés, Wladimir Kirillovitch et moi, à Saint-Briac.

Le 7 avril 1941, le grand-duc retourna au Château Longueil, invité par Nobel. Je l'accompagnai jusqu'à Paris où je restai deux jours. Je rentrai à Saint-Briac le 9 avril avec mon fils.

A Paris, je rencontrai le général Olekhnovitch qui avait toujours la responsabilité du Corps de l'Armée et de la Marine. Les possibilités d'activités étaient réduites, mais le général réussissait à maintenir la cohésion dans les rangs du Corps. Beaucoup de Russes à Paris travaillaient pour les Allemands et avaient des contacts avec eux, et de cette manière, ils étaient au courant de ce que disaient les Allemands. Il était important pour nous d'avoir des renseignements sur les plans des Allemands en France et de savoir ce que les Allemands pensaient d'une guerre contre l'URSS. Avoir un homme comme le général Olekhnovitch à Paris était pour nous sans prix. Nous pouvions totalement compter sur lui.

Le 8 mai 1941, j'allai à Paris rencontrer le grand-duc et retournai à Saint-Briac avec lui le jour même.

Le 10 mai 1941, comme le monde entier, nous fûmes abasourdis d'apprendre que Rudolf Hess, le plus proche des collaborateurs de Hitler, qui était aussi à la tête du Parti national-socialiste, avait gagné l'Ecosse tout seul dans un petit avion, ostensiblement pour engager des pourparlers de paix. Personne ne pouvait croire que Hess eût agi de sa propre initiative, sans la bénédiction de Hitler, si bien que les gens supposaient que peut-être tout n'était pas pour le mieux en Allemagne et ils pensaient que Hitler était menacé d'une crise interne.

Le 29 mai, on apprit qu'en cas de conflit avec l'URSS, les Allemands forceraient la Roumanie, la Hongrie et la Finlande à se mettre de leur côté.

Le 27 mai, Wladimir Kirillovitch fut à nouveau invité au Château Longueil et je l'accompagnai jusqu'à Paris. Le 6 juin, nous nous retrouvâmes à Paris, où les officiers de la Garde de sécurité avaient organisé une seconde réunion, au restaurant Kiev. Il y avait là le colonel Kolotinsky, le capitaine de cavalerie baron Grothaus, le cornette Adamovitch S. Somov, V. Sialsky (propriétaire d'une librairie russe), le colonel Gortchakov, S. Hitrovo, le colonel Vetchinkine, le colonel B. Tretiakov, le capitaine de cavalerie Rausman, N. Kononovitch et I. Karsov. Ce n'étaient pas les mêmes personnes qui avaient assisté à la première réunion. L'ambiance était aussi différente, non pas en ce qui concernait le grand-duc, mais plutôt à cause de la situation politique. Certains d'entre eux étaient si sûrs que les Allemands étaient sur le point d'entrer en guerre avec l'URSS qu'ils posèrent cette question : quelle attitude les émigrés russes devaient-ils adopter, en particulier les anciens officiers. Les opinions divergeaient sur ce problème délicat, mais tous étaient convaincus que c'était là une occasion exceptionnelle pour le renversement du gouvernement soviétique ; personne ne mettait en doute une victoire des Allemands sur l'armée soviétique.

Le 11 juin 1941, nous sommes rentrés à Saint-Briac, le grand-duc et moi. J'étais inquiet car j'étais convaincu depuis longtemps que la guerre entre l'Allemagne et l'URSS était inévitable. Des bruits sur les préparatifs de guerre de l'Allemagne s'étaient répandus dans plusieurs pays, en particulier en Angleterre et aux Etats-Unis. On apprit plus tard que Churchill avait même averti Staline, mais que Staline n'avait pas voulu le croire, ou avait fait

semblant. Le 14 juin, le gouvernement soviétique publia une déclaration assurant que « les rumeurs concernant une guerre imminente entre l'Allemagne et l'URSS étaient absurdes ». C'était peut-être là une ruse pour tromper les Allemands. Qui le sait ? Cette déclaration en tous les cas nous troubla, nous à Saint-Briac ; nous ne savions quoi penser. Mais nous ne pouvions pas faire grand chose, sinon observer, attendre et accorder du crédit, ou pas, aux bruits qui couraient. Nous pensions fermement que si la guerre devait éclater, nos espoirs les plus fous de ramener la Russie dans sa voie historique avaient une chance de se réaliser. En vérité, l'histoire a montré que les guerres perdues mènent invariablement à la chute du régime politique responsable de la défaite. Pour nous tous, cela ne faisait aucun doute que cette guerre se terminerait par une défaite du gouvernement soviétique, à condition que les Allemands ne commettent pas l'erreur fatale de pénétrer profondément dans le pays. Hitler proclamait haut et fort qu'il ne laisserait pas une telle faute se produire. L'avenir prouva le contraire.

Il était indéniable, qu'en tant qu'opposants au régime soviétique, nous souhaitions cette guerre. Nous avons pleinement conscience des épreuves et des souffrances qu'elle causerait au peuple Russe, mais nous savions aussi que, s'il n'était pas mis en échec, le régime soviétique représentait la continuation des souffrances dont le peuple russe était déjà victime muette depuis presque quinze ans. Quel autre événement, sinon une guerre ou une révolution, pouvait mettre fin à toute cette misère ? Le gouvernement soviétique maintenait le peuple russe dans un état de terreur au moyen d'une police puissante ; il redoutait en effet le danger d'une nouvelle révolution. C'est pourquoi le seul espoir était la guerre. D'autre part, cependant, la perte de la guerre par les Soviétiques serait nuisible à l'Etat russe et conduirait en particulier à une perte de territoires et à un éclatement de la Fédération.

Nous, les Russes monarchistes nationalistes, nous comprenions ces choses-là, mais notre situation ne nous permettait pas d'avoir une influence sur le cours des événements ; nous devions nous contenter d'attendre et d'observer leur déroulement.

La déclaration de guerre attendue fut rendue publique le 21 juin 1941... A 16 heures, heure de Berlin, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, le comte Schulenburg, expliqua à Molotov, ministre des Affaires étrangères soviétique, que cette décision résultait « ... des nombreuses violations commises par les Soviétiques contre le traité de paix, alors que l'Allemagne en avait scrupuleusement respecté toutes les clauses, et aussi parce que l'URSS s'était livrée envers l'Allemagne à des actes de sabotage, de terrorisme, d'espionnage, etc... » Le ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich, Ribbentrop, avait convoqué l'ambassadeur des Soviétiques Dekanossov et lui avait communiqué ce même texte de la déclaration de guerre.

Ce jour-là, les événements suivants se produisirent à Saint-Briac. C'était un dimanche et, comme d'habitude, je me rendis à Ker Argonid vers les dix heures. Avec le grand-duc, nous avons consacré un certain temps aux sciences militaires, puis nous avons écouté les nouvelles avant le déjeuner. Il n'y avait rien qui méritât notre attention, si bien que le grand-duc, la gouvernante et moi-même avons déjeuné. Après quoi, le grand-duc décida de passer chez moi. Il faisait beau. C'était un tel plaisir de se promener sur le Boulevard de la mer qui conduisait chez moi ; nous étions tous les deux très détendus. Nous venions d'ouvrir le portail pour gravir les marches menant au jardin lorsque mon assistant, le colonel Seniavine, sortit en courant de la maison et tout excité, nous dit qu'il venait d'entendre à la radio que l'Allemagne avait déclaré la guerre à l'URSS et que les troupes allemandes avaient pénétré sur le territoire russe tout le long de la ligne du front.

Nous étions pétrifiés. Nous n'arrivions pas à le croire. J'eus soudain un sentiment de prémonition j'étais sûr que quelque chose de terrible se préparait. Les autres semblaient partager mon sentiment car nous restions tous là, immobiles et muets. Il y avait avec nous, en plus du grand-duc, de Seniavine de ma femme et de moi-même, le personnage bien connu dans le milieu des émigrés de Bruxelles, Kotliarevsky. Nous avons passé la journée tout entière à écouter la radio et à discuter des conséquences possibles de l'événement. Maintenant la machine de guerre allemande était lancée contre la Russie. Cela aurait des conséquences imprévisibles pour nous...

Le grand-duc resta avec nous jusqu'à 19 heures, puis il rentra chez lui accompagné de Seniavine. Celui-ci passait habituellement la nuit à la villa du grand-duc. Kotliarevsky retourna peu après à son hôtel. Je tapais plusieurs lettres afin qu'elles partent avec lui.

Vers onze heures du soir, ma femme descendit du second étage dans mon bureau. Elle me dit qu'elle était inquiète car elle craignait que maintenant les Allemands ne prennent quelque mesure contre moi, elle avait même peur qu'ils m'arrêtent. Une telle pensée ne m'avait même pas traversé l'esprit, si bien que les appréhensions de ma femme me parurent totalement infondées. Pourquoi les Allemands se méfieraient-ils de moi ? Je ne faisais qu'administrer un mouvement politique dirigé par le Chef de la Dynastie, mouvement opposé au régime soviétique et au communisme. Ils devaient, semblait-il, avoir intérêt à m'utiliser à leur avantage. C'était vrai, à condition qu'ils eussent l'intention de libérer simplement la Russie. S'ils avaient l'intention d'asservir la Russie, alors tous les Russes seraient leurs ennemis. L'idée d'asservir un aussi grand pays que la Russie était si absurde et elle serait si coûteuse qu'il paraissait impensable que les Allemands fussent vaniteux au point de penser que cela était possible. Même une compréhension superficielle du peuple russe devait suffire à dissuader les plus exaltés des Allemands.

Il n'y avait aucune raison pour que des mesures répressives fussent appliquées à mon encontre. Je n'avais jamais manifesté d'hostilité envers l'Allemagne et n'avais jamais non plus exprimé mon opinion sur le « nazisme ». J'essayai de rassurer ma femme, puis terminai mes lettres et allai me coucher aux alentours de minuit, mais j'étais loin d'être calme. Le silence autour de moi était complet, on n'entendait même pas le bruit des vagues de l'océan. Notre village était profondément endormi. Les chiens eux-mêmes, qui d'habitude trouvent des raisons d'aboyer, étaient silencieux. En dépit de nos inquiétudes, ma femme et moi, nous nous sommes bientôt endormis.

Vers deux heures du matin, je fus réveillé par le bruit d'un moteur d'automobile qui s'arrêtait devant notre portail. Je tendis l'oreille. Presque aussitôt, j'entendis des voix qui parlaient en allemand et en français. Puis quelqu'un demanda en criant : « Est-ce que monsieur Graf, le secrétaire du grand-duc, habite ici ? » Je bondis hors du lit, sortis sur le balcon et répondis en hurlant : « Oui ! Je suis ici. Que voulez-vous ? » Deux gendarmes allemands, un gendarme français et un interprète civil étaient debout au portail. L'interprète me dit en français qu'il avait l'ordre de m'arrêter par suite de la déclaration de guerre de l'Allemagne contre l'URSS. J'essayais d'expliquer qu'il devait y avoir un malentendu parce que j'avais un passeport finlandais et que j'étais citoyen de la Finlande. L'interprète me répondit qu'il n'y avait aucun malentendu ; il était bien mentionné sur sa liste que j'étais citoyen finlandais. Puis il me demanda si Seniavine habitait là. Je répondis que Seniavine passait la nuit à la villa du grand-duc. L'interprète dit qu'il allait se renseigner par téléphone pour savoir ce qu'il devait faire au sujet de Seniavine. Il avait apparemment reçu des instructions lui enjoignant de ne pas déranger le grand-duc. On m'ordonna de m'habiller immédiatement et de rassembler ce qui m'était nécessaire. Pendant que je me préparais et en attendant le retour de l'interprète, les gendarmes allemands pénétrèrent dans la maison et s'installèrent sans vergogne dans nos fauteuils, puis ils se mirent à bavarder en regardant nos photographies.

Au bout de quarante-cinq minutes environ, l'interprète revint et les adieux pénibles qui me séparaient de ma femme se terminèrent. Je quittai la maison entre deux gendarmes. J'étais indigné du procédé. Mon arrestation ne pouvait provenir que d'une erreur, mais je savais néanmoins que je devais obéir aux gendarmes parce qu'eux-mêmes ainsi que l'interprète ne faisaient qu'obéir aux ordres.

Au portail, nous sommes tous montés dans un fourgon cellulaire et nous sommes partis. Le fourgon était fermé, il était impossible de voir où nous allions, mais il me semblait que nous nous dirigeons vers Dinard. Deux autres personnes également arrêtées à cause de la guerre avec les Soviétiques étaient déjà dans le fourgon. Je connaissais vaguement l'une d'elles. C'était le propriétaire d'un magasin de fourrures de Dinard. Il s'appelait Guelfand et c'était un juif russe. Son arrestation l'avait terrifié et quand il me reconnut, il s'efforça immédiatement d'obtenir mon soutien. Je tentai de le convaincre qu'étant donné les

circonstances, son origine juive n'avait pas d'importance, car il était arrêté à cause de son origine russe. Cela sembla avoir sur lui un effet un peu rassurant.

Je connaissais bien le gendarme français qui faisait partie du groupe procédant aux arrestations parce que, de temps en temps, il était venu se renseigner auprès de moi sur certains des Russes qui vivaient dans la région. Au cours de ses visites, il aimait à bavarder et fumer la cigarette que je lui offrais toujours. Nous étions devenus bons amis. Maintenant, il était mal à l'aise, il avait mauvaise conscience et évitait mon regard. A la première occasion, alors que personne ne faisait attention à nous, il me murmura qu'il n'était pas responsable de mon arrestation, c'était les Allemands. On lui avait simplement donné l'ordre de leur montrer où j'habitais.

A Dinard, les Allemands devaient passer prendre plusieurs autres Russes. Notre groupe passa à six. Ils cherchèrent très longtemps quelqu'un qui se trouvait sur la liste, mais ils ne réussirent pas à le trouver. Ou bien il avait appris qu'il était sur le point d'être arrêté et il s'était enfui, soit les Français avaient donné une fausse adresse. L'auto quitta enfin Dinard. J'essayai de comprendre où nous allions, mais, à travers les petites ouvertures d'un grillage serré, c'était difficile. Je devinai que nous nous dirigeons vers le pont qui enjambe la Rance. Le jour se levait et la brise du matin pénétrait dans le fourgon, apportant un petit air frais agréable après toutes ces émotions. Le système nerveux était tellement éprouvé que, même après une nuit sans sommeil, nous n'avions pas envie de dormir.

Les passagers de notre fourgon cellulaire étaient sombres et silencieux. Ils étaient terrifiés en pensant aux épreuves qui les attendaient. Ils avaient tous quitté la Russie à peu près vingt-cinq ans auparavant, ils parlaient à peine le russe et ils avaient commencé à oublier leurs racines russes. Et maintenant voilà qu'on les arrêtait à cause de leur origine, puisque n'ayant pas obtenu la nationalité française, ils étaient officiellement comptés comme Russes.

Après avoir roulé à peu près une heure, nous avons franchi une grille et le fourgon s'est arrêté. On nous avait emmenés à la prison de Saint-Malo, à environ quatre kilomètres de la ville. On nous donna l'ordre de descendre du fourgon et de nous mettre sur un rang. Un sous-officier de marine vérifia nos noms sur une liste. Puis il éprouva la nécessité de nous expliquer pourquoi nous étions là. Il dit : « Vous savez certainement que la guerre a éclaté aujourd'hui entre l'Allemagne et la Russie soviétique. Vous êtes internés en tant que citoyens soviétiques. » Indignés par cette déclaration, les prisonniers se mirent à protester, en expliquant qu'ils n'avaient jamais été des citoyens soviétiques puisqu'ils avaient quitté la Russie avant la Première Guerre mondiale. Cette réaction troubla notre sous-officier, si bien que lorsque j'ajoutai que non seulement je n'étais pas citoyen soviétique, mais que j'étais un ressortissant finlandais, il fut tout à fait perplexe. Il fit avec ses bras un geste d'impuissance et dit : « Demain, les supérieurs aviseront. » Ce fut la conclusion de son discours. On l'avait apparemment fait passer pour un idiot parce que la Kommandantur lui avait expliqué d'une manière inexacte que des Russes internés seraient amenés à la prison par suite de la guerre contre l'URSS.

Puis on nous conduisit dans des cellules. En me remettant entre les mains du gardien de prison, l'interprète lui murmura quelque chose. Je fus séparé des autres et placé dans une cellule à part. Le gardien m'apprit que j'étais seulement interné. J'étais mis en prison uniquement parce qu'il n'y avait pas de quartier plus approprié. La porte de ma cellule fut laissée ouverte et je fus autorisé à fumer. Ma cellule, probablement comme toutes les cellules des prisons modernes, était relativement petite. Il y avait un lit de fer, une table et un tabouret attaché par une chaîne solide à un anneau dans le mur. La fenêtre se trouvait près du plafond et ne laissait voir qu'un petit bout de ciel. Il faut préciser cependant que la cellule était bien éclairée.

Je posai ma valise sur le lit et m'assis à côté. J'étais fatigué et apathique. J'étais en prison pour des raisons pour moi tout à fait incompréhensibles. J'étais toujours tendu, si bien que je ne pouvais pas dormir. La conduite des Allemands à mon égard était insultante et totalement brutale. J'essayai de me consoler avec l'idée que tout était possible compte tenu de l'hystérie causée par la guerre et de ma situation personnelle.

A huit heures, on m'apporta du café (visiblement pas du vrai café, mais un liquide lavasse) et un morceau de pain avec de la margarine. Je pris la tasse et le pain, mais je ne pus rien avaler, si bien que je rendis le tout à mon gardien, qui était un marin.

Je ne cessais de réfléchir à ma situation. Mon seul espoir était qu'on m'interrogerait, que le malentendu serait éclairci et que je serais relâché. Personne ne me convoqua. J'attendis, j'attendis... Je refusai la nourriture qu'on m'apporta à midi. Le temps passa jusqu'à l'heure du repas du soir. Je refusai à nouveau de manger. Le marin qui distribuait les repas me pressa de manger quelque chose, disant que cela améliorerait mon moral. Mais cela m'était impossible. Les quartiers-maîtres allemands étaient très gentils. Ils essayaient de me reconforter en m'assurant que tout serait éclairci et se terminerait pour le mieux. J'appréciai leur compassion, mais ils ne pouvaient pas vraiment m'aider.

Le soir tomba et la nuit arriva. Il y avait un silence total. Dans la journée, on entendait beaucoup parler à voix forte. On imaginait que les gardiens de prison allemands maudissaient les prisonniers français.

Je ne pouvais toujours pas m'endormir. Je restai assis à la même place à côté de ma valise, en pensant qu'on allait me convoquer d'un instant à l'autre. Mes pensées étaient concentrées sur cet unique thème consolant : il était impossible que le grand-duc n'entreprenne pas des démarches pour me faire libérer. Il était aussi impliqué dans mon arrestation, car si les Allemands me soupçonnaient de quelque chose, ils pouvaient tout aussi bien entretenir les mêmes soupçons à son égard. Nous ne nous livrions à aucune activité secrète, si bien qu'en me défendant, il ne courrait aucun risque. Si le grand-duc ne jugeait pas bon de faire des démarches pour me défendre, assurément ma femme le ferait. Je savais qu'elle ne renoncerait pas avant d'avoir obtenu ma libération.

Apparemment, je finis par m'endormir parce que la nuit passa sans que je m'en aperçoive. Comme l'aube approchait, je pouvais voir grandir la lueur du jour à travers une partie de la fenêtre sous le plafond, et je sentais l'air frais du matin. Je dois m'être rendormi parce que lorsque je regardai ma montre, il était 10 heures.

Vers 11 heures, un officier allemand de haute taille entra brusquement dans ma cellule. Il me salua poliment et me dit : « Prenez votre valise et suivez-moi ». Une automobile nous attendait. L'officier ordonna au soldat qui conduisait de nous emmener à la Kommandantur de Saint-Malo. Pendant le trajet, l'Allemand fut très bavard, mais il ne dit pas un mot sur ce qui se passait et je jugeai qu'il était plus sage de ne pas le lui demander.

En arrivant à la Kommandantur, il me conduisit au bureau de l'adjoint du commandant. Celui-ci n'était pas là, si bien qu'il nous fallut attendre quelques minutes. Quand il arriva, il me fit une impression plus agréable. Il me dit que grâce à l'intervention du grand-duc en ma faveur et parce que les raisons avancées pour mon arrestation manquaient de clarté, le commandant avait accepté de me relâcher à condition que je donne ma parole de ne pas quitter Saint-Briac. L'ordre de m'interner reçu par le commandant venait de Paris. Le commandant avait envoyé un télégramme à Paris pour demander un réexamen de l'affaire et une confirmation de l'ordre. Selon la réponse, je pouvais être à nouveau arrêté ou informé que j'étais relâché.

Après cette partie officielle de notre conversation, l'adjoint du commandant me dit : « Hier j'ai eu le plaisir de faire la connaissance de votre femme. J'ai été impressionné par son courage. Elle m'a parlé sans la moindre crainte. » Puis il me dit que je pouvais rentrer chez moi où mon retour était sans aucun doute très attendu.

Je pris congé et sortis. En quittant la kommandantur, je vis un des gendarmes allemands qui m'avaient arrêté. Il me reconnut immédiatement et s'exclama : « Vous êtes déjà libre ? » Je répondis : « Oui, comme vous le voyez. » Il me lança : « Vous avez de la chance ; ce n'est pas facile de sortir de leurs griffes. » Nous nous sommes séparés aimablement, mais je n'étais pas du tout certain d'être « sorti de leurs griffes ».

C'est avec délices que je me rendis à pied jusqu'au quai et montai à bord de la *Vedette blanche*, un bac qui me conduisit à Dinard, de l'autre côté de la baie. Au débarcadère de Dinard, il me fallut attendre l'autobus de Saint-Briac. J'avais l'impression qu'une éternité s'était écoulée depuis mon arrestation alors qu'en réalité, j'avais été interné un peu plus de

vingt-quatre heures. C'était merveilleux d'être libre, même si ce n'était que pour peu de temps.

Les habitants étaient au courant de l'arrestation des « Russes » et en particulier de mon arrestation, en effet lorsque j'allai au café du quai, les propriétaires me témoignèrent une attention exceptionnelle. Ils exprimèrent leur joie de me voir libre et leur indignation à l'encontre des Allemands. Ils les haïssaient et les craignaient. Ils imaginaient qu'il y avait des espions allemands partout et me parlait à voix basse, bien qu'il n'y eût personne d'autre que nous dans le café.

Je dus attendre longtemps l'autobus et arrivai à Saint-Briac seulement après midi. Il n'y avait personne chez moi dans la villa, si bien que je dus aller à la villa du grand-duc. Je fus accueilli avec une joie immense.

Nous avons commencé par nous mettre au courant réciproquement des événements récents. Après mon arrestation, ma femme était allée tôt le matin, semble-t-il, alerter le grand-duc, qui n'était pas informé de ce qui s'était passé. Il se montra surpris et indigné. Il décida immédiatement d'émettre une protestation. Ma femme lui suggéra de se renseigner auprès du commandant de Saint-Malo pour savoir où j'étais détenu et quelles démarches il convenait d'entreprendre pour obtenir ma libération. Ils décidèrent que le grand-duc ne devait pas y aller en personne ; il valait mieux qu'il écrive une lettre au commandant pour lui demander des explications au sujet de mon arrestation et se renseigner sur ce qu'il fallait faire pour obtenir que je sois relâché. Mon assistant, le colonel Seniavine, devait porter la lettre au commandant. Ma femme déclara qu'elle allait l'accompagner, surtout après qu'elle se fût rendu compte que Seniavine avait peur d'y aller parce que son nom avait été mentionné quand j'avais été arrêté et qu'il pensait qu'il serait arrêté lui aussi en se présentant à la Kommandantur. La présence de ma femme lui donnerait du courage. Pour compliquer les choses, il ne parlait pas allemand et l'on ne savait pas jusqu'à quel point les Allemands maîtrisaient le français. Quoiqu'il en soit, il fut décidé qu'ils y iraient ensemble.

A la Kommandantur, ils furent reçus par l'adjoint du commandant auquel ils remirent la lettre du grand-duc. Ma femme ne put se contenir ; elle demanda à voix forte et avec insistance que je sois relâché. C'était à cet incident que l'adjoint du commandant avait fait allusion quand il m'avait dit : « Votre femme a beaucoup de courage. » Le commandant répondit que l'ordre de m'arrêter était venu de Paris et qu'il n'avait pas le pouvoir de me relâcher. Reconnaissant qu'une erreur était possible, il accepta d'envoyer immédiatement un télégramme à Paris, à l'administration qui avait ordonné mon arrestation, pour demander confirmation que mon arrestation n'était pas une erreur. Il accepta de me relâcher à condition qu'on lui donne l'assurance que je n'irai pas me cacher. Le commandant tint parole et me relâcha. Il suggéra que le grand-duc lui présente une requête officielle pour demander ma libération et se porte garant de ma loyauté envers les Allemands.

Après le déjeuner, avec ma femme et mon plus jeune fils, je rentrai à notre villa. Le grand-duc arriva peu après.

Nous étions tous convaincus que je serais à nouveau arrêté par les Allemands, si bien que, dans cette perspective, il nous fallait nous dépêcher de mettre en ordre les choses importantes. J'ai donc remis au grand-duc tous les documents importants. Nous étions certains qu'une autorité supérieure quelconque avait décidé de me séparer du grand-duc. Il fallait que nous considérions cette séparation comme inévitable et que nous nous y préparions.

Nous avons aussi discuté de la position que le grand-duc devait adopter devant la situation politique de plus en plus compliquée. Ses choix avaient dramatiquement changé de direction avec la survenue de la guerre entre l'Allemagne et la Russie, une guerre qui ne menaçait pas seulement le régime soviétique mais aussi les Russes. Si les Soviets étaient vaincus, les Russes devraient affronter de terribles épreuves, car ils perdraient une partie de leur territoire ; ils assisteraient peut-être même au démembrement de leur nation, divisée en parties instables et vulnérables. La position du Chef de la Dynastie, prétendant au trône de Russie, deviendrait, par une ironie du sort, encore plus difficile après une défaite soviétique. Il ne pourrait prendre le trône ancestral avec l'aval du conquérant et occupant de son pays qu'au prix du sang et des souffrances du peuple russe. Pour cette raison, les Russes le

rejetteraient, renversant la Dynastie à la première occasion comme quelque chose d'étranger qui lui aurait été imposé par un ennemi.

Alors comment le Chef de la Dynastie devait-il réagir si les Allemands lui offraient le trône de Russie ? La réponse était claire : il fallait refuser toute offre faite par les Allemands s'il était évident que leur guerre était une guerre de conquête et non une guerre destinée à libérer le peuple russe du communisme. Si les Allemands libéraient la Russie du communisme, du même coup, ils libéreraient le monde entier du Fléau rouge...

Vers 7 heures du soir, alors que notre conversation se terminait, une voiture allemande s'arrêta au portail et deux gendarmes allemands en descendirent. Ils nous dirent qu'ils avaient reçu l'ordre de me ramener à la prison de Saint-Malo. Le grand-duc me donna sa bénédiction. Nous nous embrassâmes et il me dit avec beaucoup d'assurance : « Adieu ! Nous nous séparons pour très longtemps. » Ces mots me firent une impression profonde. C'est ainsi que nous nous séparâmes, pas « pour très longtemps », mais pour toujours.

Puis vinrent les adieux déchirants pour me quitter ma femme et mon plus jeune fils. L'aîné était à Paris.

Après mon arrestation le 21 juin 1941, le grand-duc continua à vivre à Saint-Briac, attendant la suite des événements.

Le 3 juillet 1941, la Kommandantur de Rennes (le chef-lieu du département d'Ille-et-Vilaine) lui annonça par téléphone qu'il allait avoir la visite du Kreis-Kommandant (commandant de région), le responsable administratif du plus haut grade dans notre région, l'équivalent d'un gouverneur militaire. Celui-ci vint, accompagné de deux adjudants. Je ne sais pas comment il expliqua au grand-duc la raison de sa visite, mais il se montra extrêmement poli et annonça au grand-duc qu'il avait donné des ordres au commandant local de placer des patrouilles de nuit autour de la villa et de lui faire immédiatement un rapport si le moindre détail suspect était remarqué.

Il devint bientôt évident que les Français se préoccupaient aussi de la sécurité du grand-duc. La Sûreté nationale désigna un détective qui résidait à la villa, où personne ne pouvait pénétrer sans sa permission. La raison invoquée pour prendre ces mesures était la possibilité d'un attentat contre la vie du grand-duc perpétré par les communistes. Pourquoi fallait-il craindre maintenant que les communistes attentent à la vie du grand-duc, cela n'était pas clairement expliqué. Le grand-duc était gardé maintenant et il ne pouvait faire un pas sans que ses gardiens fussent au courant.

Puis le sous-préfet français vint rendre visite au grand-duc. De toute évidence, les autorités françaises avaient reçu des Allemands des instructions (probablement exprimées avec insistance) les enjoignant d'assurer la protection du grand-duc, si bien que le préfet avait envoyé son adjoint se rendre compte par lui-même de la manière dont vivait Wladimir Kirillovitch et quel genre d'homme c'était.

Le dialogue entretenu par toutes ces personnes avec le grand-duc était sans conséquence. Ce qui était important, c'était la soudaineté de leur intérêt pour le grand-duc, car jusque-là, ils ne s'étaient même pas aperçus de sa présence. Ils avaient, sans aucun doute, reçu des instructions sans ambiguïté des autorités supérieures. Je crois que ces instructions étaient explicites, non seulement en ce qui concernait sa sécurité, mais surtout sa surveillance. Il était évident que les Allemands avaient l'intention de l'utiliser d'une manière correspondant à sa position de prétendant au trône de Russie.

Le 4 juillet 1941, Jerebkov vint à Saint-Briac. Il était considéré par les Allemands comme le chef de l'émigration russe, aux ordres de la Gestapo. Je ne connais pas l'explication qu'il donna au grand-duc, mais une fois encore, ce fut sans importance. Ce qui comptait réellement c'était que lui aussi se préoccupait maintenant du grand-duc, car il avait probablement reçu l'ordre de le surveiller.

Ayant appris mon arrestation, d'autres Russes venaient aussi à Saint-Briac.

Quelqu'un, peut-être le prince Volkonsky, persuada le grand-duc de publier une déclaration expliquant quelle attitude politique les Russes devaient adopter au sujet de la guerre germano-soviétique. Quand les Allemands l'apprirent, ils demandèrent immédiatement au grand-duc de venir à l'ambassade d'Allemagne à Paris où on lui dit

catégoriquement qu'il n'avait pas le droit de publier des documents politiques sans l'approbation des Allemands.

Il était manifeste que les Allemands souhaitaient non seulement restreindre les mouvements du grand-duc, mais aussi lui dicter sa conduite publique. Il devenait également évident que s'il était invité à régner par les Allemands, le grand-duc ne serait rien d'autre qu'une marionnette allemande. Il était devenu facile de deviner que l'intention des Allemands était non pas de libérer le peuple russe du communisme mais de l'asservir.

Il faut répéter que les chefs du Mouvement légitimiste avaient toujours pensé que, si l'Allemagne devait faire la guerre à l'URSS, son but serait la liquidation du régime communiste et non pas la conquête et le démembrement de la Russie. Ces suppositions n'étaient pas sans fondement parce que le Parti national-socialiste avait toujours proclamé son antagonisme au communisme et l'impossibilité d'une coexistence entre eux. Si les Allemands n'avaient pas eu l'idée folle de conquérir la Russie, idée discréditée par l'histoire, au lieu de rechercher simplement le renversement du gouvernement communiste, le peuple russe les aurait aidés dans leur tâche et les aurait considérés comme les libérateurs de la Russie. De plus, si les Allemands avaient alors laissé aux Russes l'initiative d'établir un régime d'esprit national, alors ces derniers auraient choisi la monarchie légitime, la seule forme de gouvernement proche de leur âme. Cette monarchie aurait été, bien sûr, adaptée aux temps modernes. Elle eût été strictement nationaliste et ses chefs auraient recherché avant tout le rétablissement de l'ordre, de la prospérité économique et le rétablissement de la souveraineté nationale. Ce régime aurait eu à sa tête un empereur, tout en étant démocratique. Il n'aurait eu aucun besoin d'exporter des théories politiques dans d'autres pays. Il aurait apporté des avantages économiques illimités à l'Allemagne nationaliste, et cette Allemagne, de même que toutes les autres nations du monde, aurait évité la récurrence des bouleversements causés par les esprits hitlériens malades. La disparition du communisme eût apporté la paix au monde entier et lui eût épargné les souffrances causées par cette Guerre froide insensée.

Je me demande s'il faut reprocher aux chefs du Mouvement légitimiste d'avoir recherché le soutien des chefs allemands dans leur combat contre le pouvoir soviétique. Y avait-il à l'époque un seul pays prêt à combattre le pouvoir soviétique et à contribuer à la restauration de la monarchie légitime en Russie ? Il n'y en avait pas. Il faut donc reconnaître que la direction choisie par le Mouvement légitimiste était la bonne. Leurs espoirs ne se réalisèrent pas à cause des fantasmes du fou qu'était Hitler.

Si l'Allemagne avait eu à sa tête un chef sage et prévoyant, le communisme n'aurait pas survécu en Russie après la guerre. La Russie aurait repris sa route historique – l'empereur Wladimir Kirillovitch règnerait et le peuple russe serait prospère.